PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-URBAIN-PREMIER

**RÈGLEMENT NUMÉRO 437-20 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO
379-17 PORTANT SUR LE STATIONNEMENT (RMH-330)**

RÈGLEMENT NUMÉRO 437-20

- CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur les compétences municipales* accorde le pouvoir à toute municipalité locale de régir la sécurité et d'adopter des règlements concernant le stationnement;
- CONSIDÉRANT l'adoption du *Règlement numéro 288-11 portant sur le stationnement – (RMH-330)* lors de la séance ordinaire tenue le 2 mai 2011;
- CONSIDÉRANT l'adoption du *Règlement numéro 312-12 modifiant le règlement numéro 288-11 portant sur le stationnement – (RMH-330)* lors de la séance ordinaire tenue le 4 septembre 2012;
- CONSIDÉRANT l'adoption du *Règlement numéro 379-17 modifiant le règlement numéro 288-11 portant sur le stationnement – (RMH-330)* lors de la séance ordinaire tenue le 14 août 2017;
- CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal désire à nouveau modifier la réglementation relative au stationnement;
- CONSIDÉRANT QU' un avis de motion a été donné à la séance ordinaire du Conseil tenu le 9 novembre 2020, présentant le présent règlement;

Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault, et résolu à l'unanimité des membres du Conseil que le présent règlement soit déposé comme suit :

ARTICLE 1.

L'article 3 « *Définitions* » est remplacé par le texte suivant :

Article 3 Définitions

Aux fins de ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- 1. Arrêt :** *Véhicule routier complètement immobile.*
- 2. Bordure :** *Une ligne de côté de la chaussée marquée par la bande de l'égout ou du fossé, le bord du trottoir ou de l'accotement de la voie publique.*
- 3. Chemin public :** *La surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge de la Municipalité, d'un gouvernement ou de l'un de ses organismes, et sur une partie de laquelle est aménagée une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules routiers et, le cas échéant, une ou plusieurs voies cyclables, à l'exception :*
 - 1° des chemins soumis à l'administration du ministère des Ressources naturelles et de la Faune ou du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou entretenus par eux ;*

2° des chemins en construction ou en réfection, mais seulement à l'égard des véhicules affectés à cette construction ou réfection ;

3° des chemins que le gouvernement détermine comme étant exclus en vertu de l'article 5.2 du Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2).

4. Code de la sécurité routière : Le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2) incluant toute modification pouvant entrer en vigueur après l'adoption du présent règlement.

5. Espace de stationnement : La partie d'une chaussée ou d'un terrain prévue comme surface de stationnement pour un véhicule routier.

6. Immobiliser : véhicule en arrêt avec un conducteur à bord.

7. Officier : Toute personne physique désignée par le Conseil municipal et tous les membres de la Sûreté du Québec chargés de l'application de tout ou partie du présent règlement.

8. Signalisation : Toute affiche, panneau, signal, marque sur la chaussée ou autre dispositif, compatible avec le Code de la sécurité routière et le présent règlement, installé par l'autorité compétente et permettant de contrôler et de régulariser la circulation des piétons et des véhicules routiers ainsi que le stationnement des véhicules routiers.

9. Stationner : Un véhicule en arrêt complet sans conducteur à bord.

10. Trottoir : La partie du chemin public réservée à la circulation des piétons.

11. Véhicule lourd : Sont des véhicules lourds :

1° les véhicules routiers, au sens du Code de la sécurité routière, dont le poids nominal brut est de 4 500 kg ou plus et les ensembles de véhicules routiers au sens de ce code dont le poids nominal brut combiné totalise 4 500 kg ou plus ;

2° les autobus, les minibus et les dépanneuses, au sens du même code ;

3° les véhicules routiers assujettis à un règlement pris en vertu de l'article 622 du Code de la sécurité routière

12. Véhicule routier : Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin ; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement ; les remorques, les semi-remorques les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

Les mots et expressions non définis au présent règlement ont le sens donné par le Code de la sécurité routière.

Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée comme dispensant des obligations prévues du Code de la sécurité routière.

ARTICLE 2.

L'article 14 « **Période permise** » est remplacé par le texte suivant :

Article 14. « Période permise »

Nul ne peut stationner ou immobiliser un véhicule routier au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre, dans tous les cas où il n'y a pas de telle signalisation ou parcomètre, pour une période excédant huit (8) heures consécutives.

ARTICLE 3.

L'article 26 « **Amendes** » est remplacé par le texte suivant :

Article 26. « Amendes »

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction, d'une amende de 50 \$.

ARTICLE 4.

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

ADOPTÉ

Résolution numéro 20-12-189

Réjean Beaulieu
Maire

Charles Whissell
Directeur général par intérim

Avis de motion :
Adoption du règlement :
Avis public :

9 novembre 2020
14 décembre 2020
21 janvier 2021